



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/886
17 décembre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session
Point 123 de l'ordre du jour

REGIME COMMUN DES NATIONS UNIES

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Félix ABOLY-BI-KOUASSI (Côte d'Ivoire)

I. INTRODUCTION

1. A sa 3e séance plénière, le 18 septembre 1987, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa quarante-deuxième session la question intitulée "Régime commun des Nations Unies : rapport de la Commission de la fonction publique internationale" et de la renvoyer à la Cinquième Commission.
2. La Cinquième Commission a examiné cette question à ses 26e, 35e, 39e, 43e, 54e, 64e et 65e séances, les 10, 18, 20 et 24 novembre et les 4, 16 et 17 décembre 1987. Les observations faites lors de l'examen de la question sont consignées dans les comptes rendus analytiques pertinents (A/C.5/42/SR.26, 35, 39, 43, 54, 64 et 65).
3. Pour l'examen de cette question, la Commission était saisie du treizième rapport annuel de la Commission de la fonction publique internationale 1/.
4. La Commission était également saisie des observations de la Fédération des associations de fonctionnaires internationaux (A/C.5/42/19) et de celles du Comité de coordination des syndicats et associations autonomes du personnel du système des Nations Unies (A/C.5/42/38), ainsi que d'un état du Secrétaire général sur les incidences administratives et financières des recommandations et décisions figurant

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément No 30 (A/42/30 et Corr.1).

dans le rapport de la Commission de la fonction publique internationale (A/C.5/42/23) et du rapport connexe du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/42/7/Add.7).

5. Le rapport de la Commission de la fonction publique internationale a été présenté par son Président à la 26e séance, le 10 novembre.

II. EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION A/C.5/42/L.18

6. A la 64e séance, le 16 décembre, le Vice-Président de la Commission, M. Deryck Murray (Trinité-et-Tobago), a présenté le projet de résolution A/C.5/42/L.18, qui avait été mis au point à l'issue de consultations officieuses.

7. A sa 65e séance, le 17 décembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/42/L.18 sans le mettre aux voix (voir par. 9).

8. Les représentants du Brésil, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de l'Inde, de l'Australie, de la Suède (également au nom du Danemark, de la Finlande, de l'Islande et de la Norvège), du Maroc et des Pays-Bas ont fait des déclarations pour expliquer leur position.

III. RECOMMANDATION DE LA CINQUIEME COMMISSION

9. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

Régime commun des Nations Unies : rapport de la Commission de la fonction publique internationale

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le treizième rapport annuel de la Commission de la fonction publique internationale 2/ et divers rapports y relatifs 3/,

Réaffirmant qu'il importe de maintenir et de renforcer le régime commun des traitements, indemnités et normes en matière de personnel appliqué par les organismes des Nations Unies,

Préoccupée par le manque de transparence et de simplicité du régime de rémunération actuel et par le nombre croissant de mesures spéciales qui ajoutent encore à sa complexité et amoindrissent sa cohérence interne, et insistant sur la nécessité de remédier à cet état de choses,

2/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément No 30 (A/42/30 et Corr.1).

3/ A/42/7/Add.7, A/C.5/42/19, A/C.5/42/20, A/C.5/42/23 et A/C.5/42/38.

Soulignant qu'il importe que la Commission continue d'améliorer ses rapports, en accompagnant dorénavant ses recommandations et décisions d'exposés détaillés et de statistiques, afin de faciliter la tâche au lecteur non initié,

Rappelant sa résolution 41/213 du 19 décembre 1986 et prenant note des vues exprimées par la Commission aux paragraphes 44 à 46 de son treizième rapport annuel 2/,

I

Rappelant que par sa résolution 40/244 du 18 décembre 1985, elle a approuvé une fourchette de 10 à 20 % pour la marge entre les rémunérations nettes, avec un optimum de 15 %, étant entendu que la marge serait maintenue à un niveau proche de cet optimum pendant une certaine période, et considérant que la fourchette devrait demeurer inchangée pendant un certain temps,

Rappelant que la recommandation de la Commission de la fonction publique internationale qui a conduit à adopter une fourchette de 10 à 20 % était liée à la méthode alors utilisée pour calculer la marge,

1. Décide de maintenir en vigueur la méthode exposée à l'annexe I du rapport que la Commission lui a présenté à sa quarantième session 4/ pour le calcul de la marge entre la rémunération nette des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur des Nations Unies et celle des fonctionnaires de la fonction publique de référence, estimant qu'il y a lieu de continuer à l'appliquer pour le moment;
2. Prie la Commission de continuer à étudier la méthode de calcul de la marge entre les rémunérations nettes et de lui faire part, lors de sa quarante-cinquième session, des résultats auxquels elle sera parvenue;
3. Prie en outre la Commission de continuer à lui faire rapport chaque année sur la marge entre les rémunérations nettes calculée conformément à la méthode mentionnée au paragraphe 1 ci-dessus et de veiller à maintenir la marge à un niveau voisin de l'optimum de 15 % pendant un certain temps;
4. Prend note du débat rapporté aux paragraphes 97 à 104 du treizième rapport annuel de la Commission 2/, qu'elle prie de mettre au point une méthode prenant en compte l'ensemble des conditions d'emploi et de lui présenter des recommandations à ce sujet lors de sa quarante-quatrième session,

4/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Supplément No 30 (A/40/30).

II

Notant que, selon les prévisions, le Fonds de péréquation des impôts sera déficitaire à la fin de 1987,

Approuve, avec effet au 1er avril 1988, pour les administrateurs et les fonctionnaires de rang supérieur, les taux de contribution révisés qui serviront à déterminer les traitements bruts de base et les montants bruts utilisés pour calculer les versements à la cessation de service, approuve également le maintien des taux de contribution actuellement utilisés pour calculer la rémunération considérée aux fins de la pension et le montant des pensions des fonctionnaires ayant un conjoint à charge ou un enfant à charge et, partant, approuve, avec effet au 1er avril 1988, les amendements au Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies que contient l'annexe à la présente résolution et qui auront pour effet de remplacer le barème des contributions et le barème des traitements bruts et des traitements nets actuellement applicables aux administrateurs et aux fonctionnaires de rang supérieur par de nouveaux barèmes;

III

Rappelant que le système des ajustements est fondé sur la notion de parité des pouvoirs d'achat,

Consciente des effets des fluctuations monétaires sur le montant de la rémunération perçue en monnaie locale par les administrateurs et les fonctionnaires de rang supérieur dans différents lieux d'affectation,

Notant que la Commission de la fonction publique internationale a décidé au paragraphe 174 de son rapport 2/ de créer un groupe de travail chargé d'étudier les problèmes liés à la distinction à établir entre les effets de l'inflation et ceux des fluctuations monétaires dans le cadre du système des ajustements,

Notant également que la Commission a recommandé au paragraphe 178 de son rapport 2/ de maintenir pour le montant de la indemnité de poste pour la ville de base du système,

Soulignant qu'il importe de faire en sorte que les organisations appliquant le régime commun des Nations Unies répondent mieux aux demandes d'assistance des Etats Membres, en continuant de leur assurer, notamment hors siège, les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité,

Prenant note des statistiques figurant dans la partie D de la section VII du rapport sur la mobilité du personnel des différentes organisations 2/,

1. Décide qu'une étude approfondie des conditions d'emploi des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur devra être entreprise afin d'asseoir la rémunération des intéressés sur des bases méthodologiques rationnelles et stables, en tenant dûment compte des éléments ci-après :

a) Nécessité de recruter des personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité, en prenant dûment en considération le principe d'une répartition géographique équitable;

b) Nécessité de parvenir à plus de transparence et de simplicité dans la conception et l'administration du régime de rémunération;

c) Nécessité de prévoir la marge de manoeuvre voulue pour faire face à des besoins qui diffèrent selon le type de nomination et évoluent dans le temps;

d) Mesure dans laquelle les prestations servies suivant le lieu d'affectation influent sur la mobilité;

e) Nécessité d'améliorer durablement le fonctionnement du système des ajustements, notamment en distinguant les effets de l'inflation de ceux des fluctuations monétaires et en tenant compte de façon plus simple et plus précise de l'écart entre le coût de la vie dans la ville de base, New York, et le coût de la vie dans les lieux d'affectation hors siège;

2. Prie la Commission de la fonction publique internationale de lui présenter, lors de sa quarante-troisième session, un rapport préliminaire sur l'étude approfondie demandée au paragraphe 1 ci-dessus, contenant une analyse de la question ainsi que les éléments d'une ou de plusieurs formules possibles, et d'achever cette étude en temps voulu pour la lui présenter lors de sa quarante-quatrième session;

3. Approuve, à titre de mesure transitoire pour 1988 et 1989, les modifications à l'ajustement applicable dans certains lieux d'affectation situés hors d'Europe et d'Amérique du Nord, que la Commission a recommandées au paragraphe 197 de son treizième rapport annuel 2/, étant entendu toutefois que les avantages découlant de cette mesure ne constitueront pas un droit acquis;

4. Prend note de la décision que la Commission a prise d'introduire dans le régime de l'indemnité d'affectation une incitation financière à la mobilité, et d'appliquer progressivement cette mesure à compter du 1er janvier 1988;

IV

1. Approuve la modification que la Commission de la fonction publique internationale, au paragraphe 153 de son rapport 2/, a recommandé d'apporter aux dispositions relatives à l'indemnité pour frais d'études, de façon que les fonctionnaires en poste dans les lieux d'affectation où il n'existe pas d'établissement d'enseignement ou dans ceux où les établissements ne sont pas adéquats puissent demander le remboursement de la totalité des frais de pension jusqu'à concurrence de 1 500 dollars par an, en sus de l'indemnité d'un montant maximum de 4 500 dollars payable actuellement, et prie la Commission de l'informer, chaque année à compter de 1988, du nombre de

fonctionnaires ayant bénéficié de cette nouvelle disposition dans les organisations appliquant le régime commun ainsi que des dépenses qu'aura entraînées son application;

2. Prie la Commission d'indiquer dans son prochain rapport le type de critères utilisés pour déterminer, aux fins de l'application de la mesure susmentionnée, si les établissements d'enseignement d'un lieu d'affectation hors siège sont adéquats;

V

1. Prend note des conclusions que la Commission de la fonction publique internationale a formulées au paragraphe 296 de son rapport 2/, où elle a réaffirmé la validité de ses recommandations antérieures concernant les mesures spéciales pour le recrutement des femmes et décidé de garder la question à son programme de travail, et prie la Commission de lui rendre compte, lors de sa quarante-troisième session, compte tenu des dispositions de la partie IV de sa résolution 41/207 du 11 décembre 1986, des éléments ci-après :

a) Mesures que les organisations appliquant le régime commun des Nations Unies auront prises depuis la fin de la Décennie des Nations Unies pour la femme : Egalité, développement et paix, en vue d'améliorer la situation des femmes dans leurs secrétariats respectifs;

b) Résultats obtenus au cours de la même période pour chaque classe dans la catégorie des administrateurs et dans la catégorie des services généraux;

2. Prend note du rapport de la Commission sur l'application du principe de la répartition géographique équitable dans les divers organismes du système des Nations Unies;

3. Prend note également de l'adoption, par la Commission, de 11 principes 5/ et de directives concernant la notation des fonctionnaires et les moyens de récompenser le mérite, dont les organisations appliquant le régime commun devraient tenir compte dans leur politique en la matière, et prie la Commission de lui rendre compte, lors de sa quarante-septième session, des mesures que les organisations auront prises en application des recommandations de la Commission;

VI

Réaffirmant qu'il importe que toutes les organisations appliquant le régime commun des Nations Unies respectent des normes et dispositions communes,

5/ Ibid., quarante-deuxième session, Supplément No 30 (A/42/30 et Corr.1), annexe XV.

1. Exprime sa préoccupation devant les décisions prises par certaines organisations, qui ont entraîné des disparités dans l'application du régime commun des Nations Unies;

2. Prie le Secrétaire général, en sa qualité de président du Comité administratif de coordination, d'appeler l'attention de ses collègues sur la préoccupation qu'elle a exprimée au sujet de ces entorses au régime commun;

3. Prie instamment les chefs de secrétariat des organisations intéressées, après consultation avec la Commission de la fonction publique internationale, de réviser leurs règlements et statuts afin de les conformer aux décisions prises par la Commission;

4. Prie la Commission de continuer à rendre compte de l'application de ses décisions et recommandations par les organisations appliquant le régime commun;

5. Prie en outre la Commission de lui faire part, lors de sa quarante-cinquième session, des progrès de l'élaboration d'un statut commun du personnel, qui contribue à promouvoir et à renforcer le régime commun des Nations Unies;

VII

Rappelant la section II de sa résolution 37/126 du 17 décembre 1982, relative à la pratique consistant à verser des compléments de traitement ou à opérer des retenues sur les traitements,

Prenant note du fait que la Commission de la fonction publique internationale continue, en coopération avec les chefs de secrétariat des organisations appliquant le régime commun des Nations Unies, à examiner la pratique consistant à verser des compléments de traitement ou à opérer des retenues sur les traitements,

Soulignant que cet examen ne saurait donner des résultats fiables que si des renseignements complets sont communiqués par tous les Etats Membres et toutes les organisations,

Prie tous les Etats Membres et toutes les organisations appliquant le régime commun des Nations Unies de répondre sans tarder aux demandes de renseignements que leur adresse la Commission de la fonction publique internationale;

VIII

Prie la Commission de la fonction publique internationale d'entreprendre une étude de son propre fonctionnement en vue d'améliorer ses travaux, et de lui présenter un rapport à ce sujet lors de sa quarante-troisième session.

ANNEXE

Amendements au Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies

Article 3.3

Réviser le sous-alinéa i) de l'alinéa b) par le texte suivant :

"b) i) Les contributions, dans le cas des fonctionnaires dont le barème des traitements est fixé aux paragraphes 1 et 3 de l'annexe I du présent Statut, sont calculées d'après le barème suivant :

Montant total soumis à retenue (En dollars E.-U.)	Taux de contribution utilisés pour calculer la rémunération considérée aux fins de la pension et le montant des pensions	Taux de contribution (pourcentage)	
		Taux de contribution servant à déterminer les traitements bruts de base et les montants bruts utilisés pour calculer les versements à la cessation de service	Fonctionnaire ayant un conjoint à charge ou un enfant à charge
Première tranche de 15 000 dollars par an	10,0	13,0	18,0
Tranche suivante de 5 000 dollars par an	25,0	31,0	34,6
Tranche suivante de 5 000 dollars par an	28,0	34,0	38,9
Tranche suivante de 5 000 dollars par an	30,0	37,0	42,2
Tranche suivante de 5 000 dollars par an	32,0	39,0	44,2
Tranche suivante de 10 000 dollars par an	34,0	41,0	46,6
Tranche suivante de 10 000 dollars par an	36,0	43,0	48,7
Tranche suivante de 10 000 dollars par an	38,0	45,0	50,6
Tranche suivante de 15 000 dollars par an	40,0	46,0	51,5
Tranche suivante de 20 000 dollars par an	42,0	47,0	54,3
Au-delà	44,0	48,0	59,2"

ANNEXE I AU REGLEMENT DU PERSONNEL

Barème des traitements et dispositions connexes

1. Au paragraphe 1, les montants des traitements que reçoivent les secrétaires généraux adjoints et les sous-secrétaires généraux sont, respectivement, de 105 259 dollars des Etats-Unis et de 95 100 dollars des Etats-Unis.

2. Remplacer le premier tableau figurant à l'annexe I par le tableau ci-après :

/...

Barème des traitements des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur - montants annuels brut et net après retenue au titre des contributions du personnel

(En dollars des Etats-Unis)

(Entrée en vigueur : 1er avril 1988)

Classes	Echelons												
	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	XIII
Secrétaire général adjoint													
SGA													
(brut)	105 259												
(net F)	64 535												
(net C)	58 276												
Sous-Secrétaire général													
SSG													
(brut)	95 100												
(net F)	59 203												
(net C)	53 891												
Directeur													
D-2													
(brut)	76 677	78 594	80 541	82 550									
(net F)	49 406	50 441	51 487	52 552									
(net C)	45 378	46 308	47 237	48 155									
Administrateur général													
D-1													
(brut)	65 668	67 505	69 318	71 142	72 950	74 729	76 457						
(net F)	43 461	44 453	45 432	46 417	47 393	48 354	49 287						
(net C)	40 039	40 930	41 809	42 694	43 571	44 434	45 272						
Administrateur hors classe													
P-5													
(brut)	58 072	59 567	61 021	62 430	63 858	65 266	66 705	68 135	69 575	71 000			
(net F)	39 290	40 112	40 912	41 687	42 472	43 244	44 021	44 793	45 571	46 340			
(net C)	36 293	37 031	37 749	38 445	39 151	39 844	40 542	41 235	41 934	42 625			
Administrateur de 1re classe													
P-4													
(brut)	46 236	47 647	49 061	50 463	51 894	53 249	54 594	55 976	57 443	58 929	60 361	61 741	
(net F)	32 605	33 409	34 215	35 014	35 830	36 602	37 369	38 137	38 944	39 761	40 549	41 308	
(net C)	30 279	31 003	31 728	32 448	33 182	33 877	34 567	35 257	35 982	36 716	37 423	38 105	
Administrateur de 2e classe													
P-3													
(brut)	37 193	38 503	39 783	41 027	42 303	43 605	44 903	46 217	47 419	48 601	49 801	50 982	52 187
(net F)	27 294	28 067	28 822	29 556	30 309	31 077	31 843	32 594	33 279	33 953	34 637	35 310	35 997
(net C)	25 476	26 176	26 859	27 523	28 205	28 900	29 593	30 269	30 886	31 492	32 108	32 714	33 332
Administrateur adjoint de 1re classe													
P-2													
(brut)	29 563	30 611	31 663	32 721	33 785	34 840	35 937	37 022	38 118	39 215	40 294		
(net F)	22 675	23 323	23 965	24 610	25 259	25 903	26 553	27 193	27 840	28 487	29 124		
(net C)	21 262	21 856	22 443	23 033	23 627	24 216	24 805	25 385	25 970	26 556	27 132		
Administrateur adjoint de 2e classe													
P-1													
(brut)	22 175	23 116	24 071	24 999	25 990	26 979	27 990	28 951	29 893	30 832			
(net F)	17 936	18 557	19 187	19 800	20 424	21 047	21 684	22 289	22 883	23 458			
(net C)	16 899	17 474	18 057	18 624	19 197	19 769	20 353	20 908	21 453	21 979			

F = Fonctionnaires ayant un conjoint à charge ou un enfant à charge.

C = Fonctionnaires sans conjoint à charge ni enfant à charge.